

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 970

[2004/200747]

15 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant certaines dispositions d'exécution du décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques, notamment les articles 5, alinéa 2, 7, alinéa 3, 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 11 et 12, § 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 novembre 2003;

Vu l'avis n° 36.098/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2003, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 3 juillet 2003 créant le Centre wallon de Recherches agronomiques et le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques;

2^o Centre : le Centre wallon de Recherches agronomiques créé par l'article 2 du décret;

3^o Comité : le Comité d'orientation et d'évaluation de recherches agronomiques créé par l'article 12 du décret;

4^o Ministre : le Ministre wallon qui a l'Agriculture dans ses attributions.

Art. 2. Les délégations de pouvoirs sont octroyées aux membres du personnel statutaire du Centre.

Les délégations octroyées au titulaire d'une fonction le sont également au fonctionnaire chargé de cette fonction.

Art. 3. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au directeur général adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Inspecteur général scientifique de la division concernée.

Art. 4. Les supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire délégué peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté. Ils ne peuvent toutefois substituer leur décision à celle qui aurait été prise et notifiée par le fonctionnaire délégué.

Art. 5. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 6. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o mission s'inscrivant dans la politique des relations internationales : tout déplacement à l'étranger visant, directement ou indirectement, soit à la promotion internationale de la Région, soit à la recherche ou à la mise en œuvre de toute forme de coopération internationale impliquant des intervenants wallons;

2^o mission à caractère technique : tout déplacement à l'étranger en vue de participer à des actions ou manifestations ne répondant pas aux objectifs visés au 1^o, à l'exception des missions de formation à l'étranger;

3^o dépense relative aux frais de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs au Ministère de la Région wallonne.

TITRE II. — *Délégations en matière de personnel*

Art. 7. Délégation est accordée pour prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstances et des missions autres que les missions à l'étranger.

1° au directeur général à l'égard du directeur général adjoint;

2° au directeur général adjoint à l'égard des inspecteurs généraux scientifiques relevant de son autorité;

3° à chaque inspecteur général scientifique à l'égard du personnel affecté au sein de sa Division.

Art. 8. Délégation est accordée au directeur général pour octroyer au personnel relevant de son autorité des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure.

Art. 9. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à :

1° l'octroi des congés parentaux et des congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix, accueillir un enfant en vue de son adoption ou d'une tutelle officielle;

2° la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;

3° la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

4° l'affectation des agents;

5° l'interruption de carrière professionnelle;

6° la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle, pour suivre des cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre d'un congé de promotion sociale;

7° la matière des congés politiques.

Art. 10. Délégation est accordée au directeur général pour désigner, dans le cadre des affaires examinées par la Chambre de recours, le fonctionnaire chargé de défendre la proposition contestée.

Art. 11. Délégation est accordée au directeur général pour prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle.

Art. 12. Délégation est accordée au directeur général pour signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail du personnel non statutaire.

Art. 13. Délégation est accordée au directeur général pour prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement, pour motif grave, du personnel non statutaire.

Art. 14. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel, en ce compris l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement de prestations à titre exceptionnel.

Art. 15. Délégation est accordée au directeur général pour recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3, et 4.

Art. 16. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de Santé administratif.

Titre III. — *Délégations en matière de dépenses*

Art. 17. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour arrêter le cahier spécial des charges, choisir le mode de passation de marché, engager la procédure, sélectionner les candidats et attribuer le marché, ainsi que pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités des divisions ou directions relevant de leur autorité respective, toute dépense imputable sur les allocations de base du budget du Centre :

- directeur général : 31.000 euros;

- directeur général adjoint : 25.000 euros.

Art. 18. En ce qui concerne les missions s'inscrivant dans la politique des relations internationales, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre;

2° sur avis du directeur général de la Direction générale des Relations extérieures et après visas du directeur général et du Ministre fonctionnel et accord du Ministre des Relations internationales, les dépenses supérieures à 5.000 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre.

En ce qui concerne les missions à caractère technique, délégation est accordée au directeur général pour engager, approuver et ordonnancer :

1° les dépenses jusqu'à 2.500 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre;

2° après accord du Ministre fonctionnel et information de la Direction générale des Relations extérieures, les dépenses supérieures à 2.500 euros relatives aux déplacements à l'étranger des membres du personnel du Centre.

TITRE IV. — *Le Comité*

Art. 19. § 1^{er}. Outre les membres visés à l'article 12, § 4, 1^o, 2^o, 7^o et 8^o, du décret, la procédure de désignation des membres du Comité est la suivante :

Les membres sont choisis parmi une liste d'organismes ou associations sollicités par le Ministre pour représenter les secteurs ou organisations prévus dans le décret. Ceux-ci présentent au Ministre une proposition de membres. Cette proposition comprend une liste de candidats avec le curriculum vitae de chacun des candidats;

Sur proposition du Ministre, les membres du Comité sont nommés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Pour le renouvellement des mandats, les candidatures sont présentées trois mois au moins avant l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa précédent.

§ 2. Le Gouvernement démet le membre du Comité lorsqu'il :

- 1^o n'a pas siégé sans motif valable durant trois réunions consécutives;
- 2^o laisse vacant son mandat suite au décès, à une démission ou pour toute autre cause;
- 3^o perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé;
- 4^o manque au devoir de sa charge.

Sur proposition du Ministre concerné, de l'association ou de l'organisme que le membre à remplacer représentait, le Gouvernement nomme un nouveau membre. Celui-ci est nommé par le Gouvernement, dans les deux mois qui suivent la décision de remplacement. Le remplaçant achève le mandat du membre auquel il succède.

§ 3. Les fonctions de président et de vice-président du Comité sont attribuées à des personnes dont la compétence en matière de recherches sont reconnues.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président. En cas de démission ou de décès du président, le vice-président assume la présidence jusqu'à la désignation d'un nouveau président.

§ 4. Le Comité est convoqué par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par le Ministre.

Le règlement d'ordre intérieur du Comité précise notamment :

- 1^o les modalités de convocation des membres, d'établissement de l'ordre du jour, d'établissement et d'approbation des procès-verbaux, avis et autres documents établis au nom du Comité;
- 2^o les règles de participation aux séances ainsi que le règlement des conflits d'intérêts;
- 3^o les délégations de signature;
- 4^o le fonctionnement du secrétariat.

§ 5. Le Comité ne délibère valablement qu'en présence de la moitié de ses membres au moins.

Si cette condition n'est pas remplie, le comité est convoqué à nouveau avec le même ordre du jour et décide valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents.

Lorsqu'un membre présent s'oppose à l'avis émis par la majorité, l'avis peut être complété par une mention relatant l'opinion divergente.

§ 6. Il est interdit à tout membre du comité de délibérer sur des objets auxquels il a intérêt, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires avant ou après la délibération.

Art. 20. Les membres du Comité ont droit au remboursement de leurs frais de parcours conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

Art. 21. Le rapport annuel d'activité et l'évaluation des actions menées, accompagnés d'un avis du Comité, sont présentés au Gouvernement au plus tard le 15 février de l'année qui suit l'année considérée.

Art. 22. La proposition de priorités motivées dans le cadre d'une politique intégrée et concertée de recherches agronomiques visée à l'article 12, 1^o, du décret est remise au Gouvernement dans les trois mois qui suivent la nomination des membres du Comité. Le Centre formule ensuite, au moins tous les deux ans, des adaptations de ces priorités ou leur renouvellement sur base d'une évaluation globale.

Art. 23. Lorsqu'une demande d'avis est adressée au président du Comité avec copie à tous les membres, le président fixe le délai dans lequel un avis doit être donné par le Comité, ce délai ne pouvant être inférieur à deux mois.

Le Secrétariat du Comité est assuré par la Direction générale de l'Agriculture.

Art. 24. Le Centre transmet au Gouvernement les rapports et situations visées aux articles 10, § 1^{er}, et 11, § 1^{er}, 4^o, du décret pour le dixième jour ouvrable de chaque mois. Les documents visés à l'article 11, § 1^{er}, 4^o, comprennent les mouvements du mois ainsi que les mouvements cumulés depuis le début de l'exercice comptable.

Art. 25. Le Centre soumet au Ministre l'avant-projet de budget au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'année concernée. Cet avant-projet fait l'objet d'un avis du Comité qui lui est annexé.

Art. 26 Le décret et le présent arrêté entrent en vigueur le 15 janvier 2004.

Namur le 15 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 970

[2004/200747]

15. JANUAR 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung über gewisse Durchführungsbestimmungen des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" (wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen, insbesondere der Artikel 5, Absatz 2, 7, Absatz 3, 10, § 1, Absatz 1, 11 und 12, § 4;

Aufgrund des am 3. November 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. November 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 5. November 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 9. Dezember 2003 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 36.098/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

TITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 3. Juli 2003 zur Schaffung des "Centre wallon de Recherches agronomiques" und des Orientierungs- und Bewertungsausschusses für agronomische Forschungen;

2° Zentrum: das durch Artikel 2 des Dekrets geschaffene "Centre wallon de Recherches agronomiques";

3° Ausschuss: der durch Artikel 12 des Dekrets geschaffene Orientierungs- und Bewertungsausschuss für agronomische Forschungen;

4° Minister: der Wallonische Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

Art. 2 - Die Vollmachtserteilungen ergehen an die Mitglieder des statutarischen Personals des Zentrums.

Vollmachten, die dem Inhaber eines Amtes erteilt werden, werden ebenfalls dem mit diesem Amt beauftragten Beamten erteilt.

Art. 3 - Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den beigeordneten Generaldirektor.

Bei Abwesenheit oder Verhinderung des beigeordneten Generaldirektors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 1 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anderslautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an den wissenschaftlichen Generalinspektor der betroffenen Abteilung.

Art. 4 - Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Beamten können - aus welchem Grund auch immer - die Letzterem in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben. Sie dürfen jedoch nicht ihren Beschluss anstelle desjenigen gelten lassen, der von dem bevollmächtigten Beamten gefasst und zugestellt worden wäre.

Art. 5 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgabe und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Wenn es um den Abschluss eines Abonnements oder um das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank geht oder wenn es um eine Miete geht, deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete ohne Mehrwertsteuer.

Art. 6 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dienstreise im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen: jede Auslandsreise, die direkt oder indirekt entweder auf die Förderung der Region im Ausland abzielt, oder auf die Suche nach jeglicher Form der internationalen Zusammenarbeit mit wallonischer Beteiligung und deren Umsetzung;

2° technische Dienstreise: jede Auslandsreise zwecks Teilnahme an Aktionen oder Veranstaltungen, die nicht der unter Punkt 1° angeführten Zielsetzung entsprechen, mit Ausnahme der Auslandsreisen zu Ausbildungszwecken;

3° Ausgabe in Bezug auf Vertretungskosten: jede Ausgabe für Restaurants, Empfänge und/oder Geschenke für Geschäftsbeziehungen, die im Rahmen der Beziehungen mit Vertretern der in Verbindung mit dem Ministerium der Wallonischen Region stehenden Einrichtungen im Interesse des Dienstes getätigt werden.

TITEL II — *Vollmachten in Bezug auf das Personal*

Art. 7 - Folgenden Personen wird die Vollmacht zum Fassen der Beschlüsse über den jährlichen Urlaub zu Ferienzwecken, die außergewöhnlichen Urlaubstage, die umstandsbedingte Urlaubstage, und die Dienstreisen, mit Ausnahme der Dienstreisen ins Ausland, erteilt:

- 1° dem Generaldirektor entgegen dem beigeordneten Generaldirektor;
- 2° dem beigeordneten Generaldirektor entgegen den wissenschaftlichen Generalinspektoren, die ihm unterstehen;
- 3° jedem wissenschaftlichen Generalinspektor entgegen dem Personal seiner Abteilung.

Art. 8 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um dem ihm unterstehenden Personal die Dienstbefreiungen zu gewähren, die aufgrund Umständen höherer Gewalt erforderlich sind.

Art. 9 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht für das Folgende erteilt:

1° Elternurlaub, Urlaub zur Teilnahme an Kursen beim Zivilschutz, zur Erbringung von Leistungen in Friedenszeiten, zur Aufnahme eines Kindes zwecks seiner Adoption oder einer inoffiziellen Vormundschaft, zu bewilligen;

2° Beschlüsse zu fassen, was Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten betrifft;

3° die endgültige Ernennung der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 vorzunehmen;

4° die Zuordnung der Dienstposten für die Bediensteten vorzunehmen;

5° Beschlüsse hinsichtlich der Unterbrechung der Berufslaufbahn zu fassen;

6° Beschlüsse zu fassen über den Urlaub aus zwingenden Gründen familiärer Art, für das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, für Leistungen zugunsten einer von den nationalen, gemeinschaftlichen oder regionalen gesetzgebenden Versammlungen anerkannten politischen Fraktion oder bei den Vorsitzenden dieser Fraktionen, für verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, wegen Auftrag bzw. Auftrag innerhalb einer Gewerkschaft, für eine lange Abwesenheit aus familiären Gründen, reduzierte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder aus persönlichen Gründen, um an einem Unterricht zwecks der Vervollkommnung der geistigen, moralischen oder sozialen Bildung im Rahmen eines Urlaubs zur sozialen Förderung teilzunehmen;

7° Beschlüsse über den politischen Urlaub zu fassen.

Art. 10 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um im Rahmen der durch die Berufungskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Vorschlags beauftragten Beamten zu bezeichnen.

Art. 11 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um eine Zurdispositionsstellung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, die keine endgültige Dienstunfähigkeit zur Folge hat, jedoch Abwesenheiten mit sich bringt, deren Dauer die Dauer des Urlaubs wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit überschreitet, zu verkünden.

Art. 12 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Ausführung der Beschlüsse der Regierung oder des zu diesem Zweck bevollmächtigten Ministers die Arbeitsverträge des nicht statutarischen Personals zu unterschreiben.

Art. 13 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um in Anwendung von Artikel 35 des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge die Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals aus schwerwiegenden Gründen zu fassen.

Art. 14 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Beschlüsse über die Festlegung und die Zahlung des Gehalts der Personalmitglieder, einschließlich des Gehaltvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der Zahlung von außerordentlichen Dienstleistungen zu fassen.

Art. 15 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen 2+, 2, 3 und 4 abzunehmen.

Art. 16 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um Beschlüsse über den Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu fassen sind.

TITEL III — *Vollmachten im Bereich der Ausgaben*

Art. 17 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, um im Rahmen der Tätigkeiten der ihnen unterstehenden Abteilungen bzw. Direktionen das Sonderlastheft festzulegen, das Vergabeverfahren zu wählen, das Verfahren einzuleiten, die Bewerber auszuwählen und den Auftrag zu erteilen, sowie um jede Ausgabe zu Lasten der Basiszuwendungen des Haushaltsplans des Zentrums festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: € 31.000;

- beigeordneter Generaldirektor: € 25.000.

Art. 18 - Was die Dienstreisen im Rahmen der Politik der internationalen Beziehungen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, um folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° Ausgaben bis in Höhe von € 5.000 in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums;

2° auf Gutachten des Generaldirektors der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen und nach Sichtvermerk des Generaldirektors und des von der Funktion her zuständigen Ministers und nach Zustimmung des Ministers der internationalen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als € 5.000 für Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums.

Was die technischen Dienstreisen betrifft, wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, um folgende Ausgaben festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° Ausgaben bis in Höhe von € 2.500 in Bezug auf die Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums;

2° nach Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers und Benachrichtigung der Generaldirektion der auswärtigen Beziehungen, die Ausgaben von mehr als € 2.500 für Auslandsreisen der Personalmitglieder des Zentrums.

TITEL IV — *Ausschuss*

Art. 19 - § 1. Neben den in Art. 12, § 4, 1°, 2°, 7° und 8° des Dekrets erwähnten Mitgliedern ist das Verfahren zur Bezeichnung der Mitglieder das Folgende:

Die Mitglieder werden aus einer Liste von Einrichtungen oder Vereinigungen gewählt, die vom Minister mit der Vertretung der im Dekret vorgesehenen Sektoren oder Organisationen beauftragt werden. Letztere schlagen dem Minister eine Liste von Mitgliedern vor. Dieser Vorschlag enthält eine Liste von Bewerbern mit einem Lebenslauf jedes dieser Bewerber;

Auf Vorschlag des Ministers werden die Mitglieder des Ausschusses von der Regierung für eine Dauer von fünf Jahren ernannt.

Im Hinblick auf die Erneuerung der Mandate werden die Bewerbungen mindestens drei Monate vor dem Ablauf der im vorigen Absatz erwähnten fünfjährigen Frist vorgelegt.

§ 2. Die Regierung kündigt das Mitglied des Ausschusses, wenn es:

1° während mindestens drei aufeinanderfolgenden Sitzungen an den Versammlungen nicht teilgenommen hat;

2° sein Mandat vakant überläßt, wegen Versterben, Rücktritt oder irgend eines anderen Grunds;

3° die Eigenschaft verliert, aufgrund deren es ernannt worden ist;

4° seinen mit seinem Amt verbundenen Pflichten nicht nachkommt.

Auf Vorschlag des betroffenen Ministers, der Vereinigung oder Einrichtung, die das zu ersetzende Mitglied vertrat, ernennt die Regierung ein neues Mitglied. Dieses wird innerhalb zwei Monaten nach dem Ersetzungsbeschluss von der Regierung ernannt. Das neue Mitglied beendet das Mandat des Mitglieds, dem es nachfolgt.

§ 3. Das Amt des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses wird Personen zugeteilt, deren Sachkunde im Bereich der Forschungen anerkannt wird.

Ist der Vorsitzende abwesend oder verhindert, so wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden ersetzt. Bei Rücktritt oder Versterben des Vorsitzenden, wird der Vorsitz bis zur Bezeichnung eines neuen Vorsitzenden vom stellvertretenden Vorsitzenden übernommen.

§ 4. Der Ausschuss wird vom Vorsitzenden, oder falls dieser abwesend ist, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder vom Minister zusammengerufen.

In der allgemeinen Dienstordnung des Ausschusses werden insbesondere folgende Punkte angegeben:

1° die Durchführungsbestimmungen für die Einberufung der Mitglieder, die Erstellung der Tagesordnung, die Aufstellung und Genehmigung der Protokolle, Gutachten und sonstigen Dokumente, die im Namen des Ausschusses verfasst werden;

2° die Regeln für die Teilnahme an den Sitzungen sowie die Schlichtung von Interessenkonflikten;

3° die Übertragung von Zeichnungsberechtigungen;

4° die Arbeitsweise des Sekretariats.

§ 5. Die Beschlüsse des Ausschusses sind nur dann gültig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend sind.

Falls diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird der Ausschuss erneut mit derselben Tagesordnung zusammengerufen; seine Beschlüsse sind dann gültig, was die Anzahl der anwesenden Mitglieder dann auch sein mag.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst.

Wenn ein anwesendes Mitglied sich gegen die Ansicht der Mehrheit ausspricht, dann kann das Gutachten mit einer Anmerkung, in der die abweichende Meinung erwähnt wird, ergänzt werden.

§ 6. Es ist jedem Mitglied des Ausschusses untersagt, an Beratungen teilzunehmen, die Angelegenheiten betreffen, die ihn entweder persönlich oder als Beauftragter vor oder nach der Beratung interessieren.

Art. 20 - Die Mitglieder des Ausschusses haben Anspruch auf die Rückzahlung ihrer Fahrtkosten gemäß den auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Regeln.

Art. 21 - Der jährliche Tätigkeitsbericht und die Bewertung der getätigten Maßnahmen werden der Regierung spätestens am 15. Februar nach dem betreffenden Jahr unter Beifügung eines Gutachtens des Ausschusses vorgelegt.

Art. 22 - Der Vorschlag zu begründeten Prioritäten im Rahmen einer in Artikel 12, 1° des Dekrets erwähnten, integrierten und konzertierten Politik im Bereich der agronomischen Forschung wird der Regierung innerhalb von drei Monaten nach der Ernennung der Mitglieder des Ausschusses übermittelt. Danach nimmt das Zentrum mindestens alle zwei Jahre Anpassungen zu diesen Prioritäten oder ihre Erneuerung aufgrund einer globalen Bewertung vor.

Art. 23 - Wird ein Antrag auf Gutachten an den Vorsitzenden des Ausschusses mit Kopie an alle Mitglieder gerichtet, so legt der Vorsitzende die Frist fest, innerhalb deren der Ausschuss sein Gutachten abgeben muss, wobei diese Frist zwei Monate nicht unterschreiten darf.

Das Sekretariat des Ausschusses wird von der Generaldirektion der Landwirtschaft übernommen.

Art. 24 - Das Zentrum übermittelt der Regierung die Berichte und Abrechnungen im Sinne von Artikel 10, § 1 und 11, § 1, 4° des Dekrets vor dem zehnten Werktag eines jeden Monats. Die unter Artikel 11, § 1, 4° erwähnten Dokumente umfassen die Bewegungen des Monats sowie die kumulierten Bewegungen seit dem Anfang des Rechnungsjahrs.

Art. 25 - Das Zentrum unterbreitet dem Minister den Vorentwurf zum Haushaltsplan spätestens am 31. Oktober des Jahres vor dem betreffenden Jahr. Dieser Vorentwurf ist Gegenstand eines Gutachtens des Ausschusses; dieses Gutachten wird dem Vorentwurf beigelegt.

Art. 26 - Das Dekret und der vorliegende Erlass treten am 15. Januar 2004 in Kraft.

Namur, den 15. Januar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 970

[2004/200747]

15 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering houdende sommige uitvoeringsbepalingen van het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" (Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek) en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek, inzonderheid op de artikelen 5, tweede lid, 7, derde lid, 10, § 1, eerste lid, 11 en 12, § 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 november 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 november 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 november 2003;

Gelet op het advies nr 36.098/4 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2003, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° decreet : het decreet van 3 juli 2003 tot oprichting van het "Centre wallon de Recherches agronomiques" en van een Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek;

2° Centrum : het "Centre wallon de Recherches agronomiques" opgericht bij artikel 2 van het decreet;

3° Comité : het Oriëntatie- en evaluatiecomité voor landbouwkundig onderzoek opgericht bij artikel 12 van het decreet;

4° Minister : de Waalse minister bevoegd voor Landbouw.

Art. 2. De overdrachten van bevoegdheden worden toegekend aan de statutaire personeelsleden van het Centrum.

De overdrachten die worden toegekend aan de titularis van een ambt worden eveneens toegekend aan de ambtenaar die met dat ambt belast is.

Art. 3. Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de adjunct-directeur-generaal.

Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-directeur-generaal worden de overdrachten waarmee hij is belast, alsmede de overdrachten bedoeld in het eerste lid, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of van bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan de wetenschappelijk inspecteur-generaal van de betrokken afdeling.

Art. 4. De hiërarchische oversten van een gedelegeerd ambtenaar kunnen, ongeacht de reden, de overdrachten die hem bij dit besluit zijn toegekend, uitoefenen. Zij kunnen hun beslissing evenwel niet in de plaats stellen van de beslissing die de gedelegeerd ambtenaar getroffen en medegedeeld zou hebben.

Art. 5. De bedragen bepaald in dit besluit dekken het geheel van de uitgave en luiden BTW niet inbegrepen.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd, dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur, BTW niet inbegrepen.

Art. 6. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° opdracht die kadert in het beleid der internationale betrekkingen : elke buitenlandse reis die of rechtstreeks of onrechtstreeks, ofwel de internationale bevordering van het Gewest beoogt, ofwel het zoeken naar of het uitvoeren van elke vorm van internationale samenwerking waarbij Waalse actoren bij betrokken zijn;

2° opdracht met een technisch karakter : elke buitenlandse reis met het oog op de deelname aan acties of evenementen die niet beantwoorden aan de doelstellingen bedoeld onder 1°, met uitzondering van de opleidingsopdrachten in het buitenland;

3° uitgave met betrekking tot de vertegenwoordigingskosten : elke uitgave met betrekking tot restaurant-, receptiekosten en/of kosten voor relatiegeschenken die wegens dienstbehoeften verricht zijn in het kader van de betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die niet verbonden zijn met het Ministerie van het Waalse Gewest.

TITEL II. — *Overdrachten van bevoegdheden in personeelszaken*

Art. 7. Gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof en opdrachten anders dan buitenlandse opdrachten zijn :

1° de directeur-generaal ten overstaan van de adjunct-directeur-generaal;

2° de adjunct-directeur-generaal ten overstaan van de wetenschappelijke inspecteurs-generaal die onder zijn gezag vallen;

3° elke wetenschappelijk inspecteur-generaal ten overstaan van het personeel dat aan zijn Afdeling is toegewezen.

Art. 8. De directeur-generaal is gemachtigd om aan het personeel dat onder zijn gezag valt, dienstvrijstellingen te verlenen die door overmacht ingegeven zijn.

Art. 9. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot :

1° het verlenen van ouderschapsverlof en het verlof om de cursussen van de school voor burgerlijke bescherming bij te wonen, om prestaties te verrichten in vredestijd, een kind op te vangen met het oog op adoptie of pleegvoogdij;

2° de aangelegenheden inzake beroepsongevallen en beroepsziekten;

3° de vaste benoeming van personeelsleden in de niveaus 2+, 2, 3 en 4;

4° de aanwijzing van personeelsleden;

5° de loopbaanonderbreking;

6° de aangelegenheden inzake het verlof om dwingende redenen van familiaal belang, om het volbrengen van de stage of het doorlopen van een proefperiode in een overheidsdienst mogelijk te maken of op te komen voor de parlements- of provincieverkiezingen, om prestaties te verrichten ten gunste van erkende politieke fracties in de nationale, communautaire of gewestelijke vergaderingen of ten gunste van de fractievoorzitters, wegens verminderde prestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, vakbondsopdracht, afwezigheid van lange duur die gerechtvaardigd is door familiale redenen, verminderde prestaties die gerechtvaardigd zijn door maatschappelijke of familiale redenen of om persoonlijke redenen, om hun intellectuele, morele en sociale vorming te vervolmaken in het kader van een verlof voor sociale promoties;

7° de aangelegenheden inzake politiek verlof.

Art. 10. De directeur-generaal is gemachtigd om in het kader van de aangelegenheden die door de beroepskamer worden behandeld, de ambtenaar belast met de verdediging van het betwiste voorstel aan te wijzen.

Art. 11. De directeur-generaal is gemachtigd om de terbeschikkingstelling uit te spreken wegens ziekte of gebrekkigheid die geen definitieve werkonbekwaamheid met zich brengt, maar afwezigheden veroorzaakt waarvan de duur, de duur van het ziekte- of gebrekkigheidsverlof evenals van de terbeschikkingstelling om persoonlijke redenen overschrijdt.

Art. 12. De directeur-generaal is gemachtigd om ter uitvoering van de beslissingen van de Regering of de daartoe gedelegeerde minister, arbeidscontracten van het niet-statutaire personeel te ondertekenen.

Art. 13. De directeur-generaal is gemachtigd om, in toepassing van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende het arbeidscontract, de beslissingen te treffen inzake ontslag om ernstige redenen van het niet-statutaire personeel.

Art. 14. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen betreffende de vastlegging en de betaling van de wedde van de personeelsleden, met inbegrip van het weddevoorschot en de uitkering voor de uitoefening van een hoger ambt, evenals de betaling van uitzonderlijke prestaties.

Art. 15. De directeur-generaal is gemachtigd om de personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 de eed te laten afleggen.

Art. 16. De directeur-generaal is gemachtigd om de beslissingen te treffen betreffende de aangelegenheden inzake ziekte- of gebrekkigheidsverlof behalve het gevolg dat gegeven dient te worden aan de beslissingen inzake lichamelijke onbekwaamheid die getroffen worden door de Administratieve Gezondheidsdienst.

TITEL III. — *Overdrachten van bevoegdheden inzake uitgaven*

Art. 17. De titularissen van de volgende ambten worden tot en met het bedrag dat naast de ambtstitel afgedrukt staat gemachtigd om het bestek vast te stellen, de gunningswijze te kiezen, de procedure in te leiden, de gegadigden te kiezen en de opdracht toe te kennen, evenals om in het kader van de activiteiten van de afdelingen of de directies die onder hun respectievelijke gezag vallen, elk op de basisallocaties van de begroting van het Centrum verrekenbare uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- directeur-generaal : 31.000 euro;

- adjunct-directeur-generaal : 25.000 euro.

Art. 18. Wat betreft de opdrachten die kaderen in het beleid der internationale betrekkingen, is de directeur-generaal gemachtigd om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven tot en met 5.000 euro met betrekking tot de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Centrum;

2° op advies van de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen en na de visa van de directeur-generaal en de vakminister en de instemming van de Minister bevoegd voor Internationale Betrekkingen, de uitgaven hoger dan 5.000 euro betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Centrum.

Wat betreft de opdrachten met een technisch karakter is de directeur-generaal gemachtigd om vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

1° de uitgaven tot en met 2.500 euro betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Centrum;

2° na instemming van de vakminister en informatie aan het Directoraat-generaal Buitenlandse Betrekkingen, de uitgaven hoger dan 2.500 euro betreffende de buitenlandse reizen van de personeelsleden van het Centrum.

TITEL IV. — *Oriëntatiecomité en comité van het collectieve merk*

Art. 19. § 1. Naast de leden bedoeld in artikel 12, § 4, 1°, 2°, 7° en 8°, van het decreet, is de aanwijzingsprocedure van de leden van het Comité als volgt :

1° de leden worden gekozen op een lijst van instellingen of verenigingen die door de Minister worden aangesproken om de sectoren of organisaties bedoeld in het decreet te vertegenwoordigen. Zij leggen de Minister een voordacht van leden over. Bij die voordracht wordt een lijst kandidaten met curriculum vitae van elke kandidaat gevoegd;

Op de voordracht van de Minister worden de leden van het Comité door de Regering benoemd voor een periode van vijf jaar.

Voor de hernieuwing van de mandaten worden de kandidaturen voorgedragen minstens drie maanden vóór het verstrijken van de termijn van vijf jaar bedoeld in vorig lid.

§ 2. De Regering ontzet het lid van één van het Comité indien :

1° hij zonder geldige reden niet aan drie opeenvolgende vergaderingen deelgenomen heeft;

2° zijn mandaat vacant wordt na overlijden, na ontslag of enige andere reden;

3° de hoedanigheid verliest op grond waarvan hij benoemd werd;

4° tekort komt in zijn taak.

Op de voordracht van de betrokken Minister, de vereniging of de instelling die door het te vervangen lid vertegenwoordigd was, benoemt de Regering een nieuw lid. Dat lid wordt door de Regering benoemd, binnen de twee maanden volgend op de vervangingsbeslissing. De vervanger voltooit het mandaat van het lid dat hij opvolgt.

§ 3. De ambten van voorzitter en ondervoorzitter van het Comité worden toegekend aan personen wier bevoegdheid inzake onderzoek van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit erkend zijn.

In geval van afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter. Bij ontslag of overlijden van de voorzitter neemt de ondervoorzitter het voorzitterschap waar tot en met de aanwijzing van een nieuwe voorzitter.

§ 4. Het Comité wordt samengeroepen door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter of door de Minister.

Het huishoudelijk reglement van elk Comité geeft onder meer aan :

1° de wijze van samenroeping van de leden, van agendering, van notulering, van opstelling van adviezen of andere stukken in de naam van het Comité;

2° de regels voor deelname aan de vergaderingen, evenals het oplossen van belangenconflicten;

3° de delegatie inzake handtekeningen;

4° de werking van het secretariaat.

§ 5. Het Comité beraadslagt op geldige wijze enkel indien minstens de helft van de leden aanwezig is.

Indien die voorwaarde niet vervuld is, wordt het Comité opnieuw samengeroepen met dezelfde agenda en beslist op geldige wijze ongeacht het aanwezige ledental.

De beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige stemmen getroffen.

Indien een aanwezig lid verzet aantekent tegen het advies dat door de meerderheid is uitgebracht, kan in het advies melding worden gemaakt van het afwijkend advies.

§ 6. Het is voor elk lid van het comité verboden om te beraadslagen over onderwerpen waarbij zij ofwel persoonlijk ofwel als zaakgelastigde vóór of na beraadslaging belang hebben.

Art. 20. De leden van het Comité hebben recht op terugbetaling van hun verplaatsingskosten overeenkomstig de voorschriften die van toepassing zijn op de algemene ambtenaren van het Waalse Gewest.

Art. 21. Het jaarlijkse activiteitenverslag en de evaluatie van de gevoerde acties worden samen met een advies van het Comité aan de Regering voorgelegd uiterlijk op 15 februari van het jaar volgend op het betrokken jaar.

Art. 22. Het voorstel van gemotiveerde prioriteiten in het kader van een geïntegreerd en overeengekomen beleid inzake landbouwkundig onderzoek zoals bedoeld in artikel 12, 1°, van het decreet, wordt aan de Regering overhandigd binnen de drie maanden volgend op de benoeming van de leden van het Comité. Het Centrum formuleert vervolgens minstens elke twee jaar de aanpassingen van deze prioriteiten of hun vernieuwing op grond van een globale evaluatie.

Art. 23. Indien een verzoek om advies aan de voorzitter van het Comité gericht wordt met afschrift aan alle leden, stelt de voorzitter de termijn vast waarin een advies gegeven dient te worden door het Comité, waarbij die termijn niet minder dan twee maanden mag bedragen.

Het Secretariaat van het Comité wordt door het Directoraat-generaal Landbouw waargenomen.

Art. 24. Het Centrum maakt aan de Regering de verslagen over en de situatieoverzichten bedoeld in de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, 4° van het decreet, tegen de tiende werkdag van elke maand. De stukken bedoeld in artikel 11, § 1, 4°, bevatten alle bewegingen van de maand, evenals alle samengetelde bewegingen sinds het begin van het boekjaar.

Art. 25. Het Centrum legt aan de Minister het voorontwerp van begroting over uiterlijk op 31 oktober van het jaar dat het betrokken jaar voorafgaat. Dat voorontwerp wordt door het Comité van een advies voorzien, dat daarbij wordt gevoegd.

Art. 26. Het decreet en dit besluit treden in werking op 15 januari 2004.

Namen, 15 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART